



# Syndicat Professionnel de l'Armée Luxembourgeoise

Affilié :

au Syndicat Professionnel de la Force Publique (S.P.F.P.)

à la Confédération Générale de la Fonction Publique (C.G.F.P.)

Correspondance à adresser à :

SPAL

BP 166

L – 9202 DIEKIRCH

Tel : 26809 – 1

E-Mail : [info@spal.lu](mailto:info@spal.lu)

Site: [www.spal.lu](http://www.spal.lu)

## **Statut des soldats volontaires** **Ancien régime (janvier 1967 – janvier 2008)**

(Règlement grand-ducal du 22 septembre 1967)

### **Recrutement.**

#### a. Art. 1er.

■ Le corps des volontaires comprend des officiers, des sous-officiers et des soldats.

#### b. Art. 2.

■ Des volontaires des trois catégories prévues à l'article qui précède peuvent être admis à servir dans l'Armée pendant un temps déterminé. Les conditions et modalités applicables aux soldats volontaires, appelés par la suite « volontaires » sont déterminées par le présent règlement grand-ducal. Les conditions de recrutement, de formation, d'avancement et de rémunération des officiers volontaires de l'armée respectivement des sous-officiers volontaires de l'armée sont déterminées par des règlements grand-ducaux individuels.

#### c. Art. 3.

■ Pour être admis comme volontaire-stagiaire, l'intéressé doit remplir les conditions suivantes, sans préjudice des dispositions inscrites au chapitre IV.- « Des volontaires » de la loi du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire, telle qu'elle a été modifiée par la loi du 02 août 1997 portant réorganisation de l'Armée et modification de la loi du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations pour le maintien de la paix (OMP) dans le cadre d'organisations internationales :

- (1) avoir la nationalité luxembourgeoise ou avoir la nationalité d'un des Etats membres de l'Union européenne et résider au Luxembourg depuis au moins trente-six mois;
- (2) avoir accompli l'âge de dix-sept ans au moins et de vingt-cinq ans au plus.

Le candidat âgé de moins de dix-huit ans révolus est tenu de justifier du consentement des parents ou du tuteur légal;

- (3) être célibataire;
- (4) être exempt de maladies ou d'infirmités incompatibles avec le service militaire;
- (5) posséder les qualités intellectuelles, morales et physiques requises pour le service militaire ;
- (6) avoir fait preuve, avant l'admission au stage, d'une connaissance adéquate des trois langues administratives telles que définies par la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues.

d. Art. 4.

Par dérogation aux dispositions de l'article 3 ci-dessus, seul le candidat de nationalité luxembourgeoise est admissible au stage de volontaire candidat officier de carrière. Le candidat doit être détenteur d'un certificat de fin d'études luxembourgeois, soit de l'enseignement secondaire, soit de l'enseignement secondaire technique, division technique générale respectivement division administrative et commerciale ou présenter une attestation portant sur des études reconnus équivalentes par le Ministre ayant l'Education nationale dans ses attributions.

e. Art. 5.

Dans des cas particuliers, dûment motivés par les besoins du recrutement du corps des volontaires, le Ministre ayant dans ses attributions la Défense, appelé par la suite « le Ministre » peut déroger aux conditions d'admission relatives à l'âge maximum et à l'état civil en faveur de candidats particulièrement qualifiés.

f. Art. 6.

Avant toute décision sur sa candidature, le candidat est convoqué par le bureau de recrutement du Ministère de la Défense à un centre de sélection, pour une période de deux jours ou plus.

g. Art. 7.

Le candidat qui remplit les conditions d'admission et qui aura réussi aux épreuves de la sélection est admis au volontariat par le Ministre, selon les besoins de l'Armée, à titre de volontaire stagiaire, pour un stage dont la durée ne pourra pas excéder neuf mois.

Sauf disposition contraire du présent règlement, le volontaire stagiaire est assimilé au volontaire.

L'Armée peut offrir des cours d'appui dans les langues luxembourgeoise, allemande et française au candidat intéressé ayant échoué aux épreuves de sélection.

h. Art. 8.

A l'issue du stage, l'admission définitive comme volontaire ou le refus de l'admission est prononcé par le Ministre de la Défense.

### **Durée du service volontaire.**

a. Art. 9.

L'engagement résultant de l'admission définitive porte sur 18 mois successifs. La durée du stage est comptée pour le calcul des 18 mois.

b. Art. 10.

Au terme de l'engagement, le volontaire peut solliciter des rengagements successifs pour la durée d'une année jusqu'à concurrence de **quinze années** de service volontaire. Les rengagements sont soumis à

l'approbation du Ministre. Le volontaire qui a quitté l'Armée après une période de 18 mois ou plus, de même que le volontaire qui a obtenu sa libération aux termes de l'article 34 du présent règlement, peut être réadmis par le Ministre s'il continue à remplir les conditions prévues à l'article 3 ci-dessus. Dans les cas susvisés le temps passé à l'Armée lors du premier engagement lui est mis en compte et le grade qu'il détenait lui est attribué à nouveau.

### **Avancements et nominations.**

a. Art. 11.

Les durées minima de service pour l'avancement des volontaires, à l'exception des candidats-officiers de carrière et des volontaires candidats sous-officiers de carrière de l'Armée proprement dite ainsi que des volontaires candidats sous-officiers de carrière de la Musique militaire, sont les suivantes:

- six mois de service militaire pour être nommé au grade de soldat de 1<sup>ère</sup> classe;
- douze mois de service militaire pour être nommé au grade de soldat-chef;
- dix-huit mois de service militaire pour être nommé au grade de 1<sup>er</sup> soldat-chef;

b. Art. 12.

Supprimé (RGD du 20 Mar 03)

c. Art. 13.

Supprimé (RGD du 20 Mar 03)

d. Art. 14.

Les grades des volontaires sont conférés et retirés par le Chef d'Etat-Major de l'Armée ou son délégué.

### **Obligations et avantages de service.**

a. Art. 15.

Les volontaires sont tenus, sauf dispense de l'autorité militaire, à prendre logement à la caserne ou au camp militaire auquel ils sont affectés. (RA 432-1)

Il leur est interdit d'exercer une profession civile.

b. Art. 16.

Les volontaires bénéficient:

- (1) d'un congé annuel de récréation de même durée que celui des militaires de carrière;
- (2) d'un habillement et d'un équipement militaires gratuits, ainsi que du logement dans une caserne ou camp militaire;
- (3) jusqu'au grade de 1<sup>er</sup> soldat-chef inclus, de la libre prestation de nourriture dans l'établissement militaire auquel ils seront affectés;
- (4) de la rémunération de volontaire selon les dispositions des chapitres 4 et 5 du RA 811-1;
- (5) de la gratuité médicale, médico-dentaire et pharmaceutique dans la mesure du nécessaire et suffisant pour autant que le traitement médical et médico-dentaire est assuré par le service

médical de l'Armée. En contrepartie, le volontaire est tenu de se conformer aux dispositions ci-après :

- (a) En cas de maladie ou d'accident, le volontaire doit obligatoirement contacter d'abord un des médecins militaires.
- (b) Exception à la procédure qui précède n'est faite qu'en cas d'absence des médecins militaires ou en cas d'urgence. Dans ces deux conditions, le volontaire peut consulter d'abord un médecin ou un (médecin-) dentiste civils. Le service médical de l'Armée est à informer au plus tard le premier jour ouvrable qui suit.
- (c) En cas d'incapacité de travail prescrite par un médecin ou un (médecin-) dentiste civils, le traitement médical sera assuré par le service médical de l'Armée à l'infirmerie du Centre Militaire. Toutefois, les frais résultant d'actes médicaux ou médico-dentaires prescrits par les médecins ou (médecins-) dentistes civils sont à charge des organisations de la sécurité sociale. De même, dans l'hypothèse précitée, la participation statutaire éventuelle est à charge du volontaire.
- (d) En tout cas de figure, ce sont uniquement les médecins militaires et le (médecin-) dentiste de l'Armée qui peuvent autoriser un traitement médical au domicile du volontaire malade ou blessé.

Des congés extraordinaires sans solde peuvent être accordés aux volontaires pour des motifs exceptionnels par le Ministre de la Défense.

La durée de ces congés ne peut dépasser trois mois et ne compte pas comme service actif.

Ils bénéficient des congés prévus aux articles 29 (Congé de maternité), 29bis (Congé parental), 29ter (Congé pour raisons familiales), 30 paragraphe 1.(Congé sans traitement) et 31 paragraphe 1.(Congé pour travail à mi-temps) de la loi du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat, selon les conditions et modalités applicables aux fonctionnaires de l'Etat par le Ministre de la Défense, le Chef d'Etat-Major de l'Armée entendu en son avis.

c. Art. 17.

Dans des cas particuliers et si l'intérêt du service le permet, le Ministre de la Défense peut accorder aux volontaires l'autorisation de se marier.

Autorisation globale de contracter mariage, a été accordée aux volontaires de l'Armée par décision ministérielle du 20 juin 1996 (RA 101-2).

### **Rémunération et prestations sociales.**

a. Art. 18.

La rémunération des volontaires se compose d'une solde et éventuellement d'indemnités accessoires. Sauf dispense à accorder par le Ministre, le volontaire n'ayant pas atteint l'âge de dix-huit ans accomplis, ne touchera qu'une partie de la solde en espèces. L'excédent sera placé en dépôt conditionnel à la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat. Le volontaire majeur qui en fait la demande, pourra également bénéficier des avantages liés au dépôt conditionnel d'une partie de sa solde.

b. Art. 19.

Les soldats ayant la qualité de chef de famille toucheront une indemnité de logement et une indemnité de ménage.

Les officiers volontaires ayant qualité de chef de famille toucheront une allocation de famille. (Art. 14. du RGD du 28 août 1997)

## c. Art. 20.

Les volontaires, quel que soit leur grade, ont droit aux indemnités pour charge d'enfants accordées aux militaires de carrière.

## d. Art. 21.

P.M.

## e. Art. 22.

Au terme du service volontaire et en cas d'annulation d'un rengagement sur la demande de l'intéressé, une prime de démobilisation est accordée au volontaire de tout grade, autre que le candidat-officier, ayant accompli une période de service volontaire de dix-huit mois au moins. La prime de démobilisation sera proportionnelle au nombre de mois entiers de service volontaire accomplis.

Par dérogation aux dispositions inscrites à l'alinéa ci-dessus, le volontaire de l'Armée en période de rengagement peut dans des cas dûment motivés et sur avis du Chef d'Etat-Major de l'Armée, solliciter le paiement anticipé de la partie de sa prime de démobilisation lui revenant au vu des mois entiers de service volontaire accomplis.

Les officiers-volontaires pourront bénéficier de la même prime au terme d'une période de 36 mois de service au moins. (Art. 14. du RGD du 28 août 1997 – RA 100-101)

## f. Art. 23.

Ont également droit à la prime de démobilisation les volontaires dont l'engagement est résilié par le Ministre de la Défense en vertu de l'article 39 de la loi du 29 juin 1967 susmentionnée, soit pour cause d'incapacité au service, pourvu que cette incapacité résulte d'un accident de service ou d'une maladie contractée depuis l'engagement. La prime sera proportionnelle au nombre de mois entiers de service volontaire accompli. En cas de résiliation par le Ministre de la Défense d'un rengagement, pour une des raisons énumérées au présent article, les dispositions de l'article précédent sont applicables.

## g. Art. 24.

La prime est versée à la fin du mois qui suit celui pendant lequel l'intéressé a été démobilisé.

## h. Art. 24bis.

Une prime de rengagement est accordée aux volontaires souscrivant un rengagement d'une année. (Art 7. du RA 111-2)

## i. Art. 25.

Un règlement grand-ducal spécial déterminera les montants:

- (1) de la solde et des indemnités visées à l'article 18;
- (2) des indemnités accessoires visées à l'article 19;
- (3) des primes de démobilisation et de rengagement visées aux articles 22 et 23;
- (4) de la prime de rengagement visée à l'article 24bis.

Le même règlement déterminera la part de la solde des volontaires n'ayant pas l'âge de vingt et un ans révolu, qui est à placer au dépôt conditionnel.

## j. Art. 26.

Durant leur séjour au centre de sélection de l'Armée, les candidats-volontaires ont droit à la solde réglementaire d'un soldat volontaire.

### **Cessation du service volontaire.**

## a. Art. 27.

Le Ministre de la Défense annule l'admission au stage lorsque:

- (1) le volontaire-stagiaire ne remplit plus les conditions d'admission;
- (2) il résulte des appréciations des chefs hiérarchiques que le volontaire stagiaire ne peut pas accomplir de façon satisfaisante le service volontaire.

L'annulation de l'admission au stage prend effet à partir de la date de notification de la décision ministérielle à l'intéressé.

## b. Art. 28.

Le volontaire-stagiaire peut demander sa libération du stage.

## c. Art. 29.

La décision d'engagement ou de rengagement d'un volontaire est révoquée sans préavis par le Ministre :

- (1) si le volontaire a obtenu son admission au volontariat au moyen de manœuvres frauduleuses ou de fausses déclarations;
- (2) en cas de perte de la nationalité lui donnant accès à la candidature de volontaire;
- (3) en cas de condamnation, passée en force de chose jugée, à une peine d'emprisonnement du chef d'infraction au code pénal militaire;

La révocation de la décision d'engagement ou de rengagement d'un volontaire prend effet à partir de la notification à l'intéressé de la décision ministérielle.

## d. Art. 30.

Les dispositions de l'article précédent sont également applicables au volontaire candidat-officier qui ne réussit pas aux épreuves du cycle de formation.

## e. Art. 31.

La décision d'engagement ou de rengagement d'un volontaire est révoquée avec un préavis de trois mois, par le Ministre de la Défense, lorsque par suite d'une insuffisance physique ou d'une déficience mentale le volontaire se trouve atteint soit d'une incapacité au service permanente soit d'une incapacité de service temporaire d'une durée prévisible supérieure à un an. Avant toute décision un avis médical est requis; toutefois dans le cas d'une incapacité temporaire au service d'une durée prévisible supérieur à un an, cet avis ne peut être donné que trois mois après le commencement de l'incapacité.

## f. Art. 32.

La décision d'engagement ou de rengagement d'un volontaire peut être révoquée, avec un préavis de trois mois, par le Ministre de la Défense :

- (1) en cas de condamnation à une peine disciplinaire du chef d'infraction au code pénal militaire;
- (2) en cas de sanction encourue pour infraction grave ou infractions répétées au règlement de discipline militaire;
- (3) en cas d'insuffisance manifeste des prestations de l'intéressé dans l'exécution de son service.

## g. Art. 33.

Le délai du préavis prend cours à partir de la notification de la décision à l'intéressé. Le préavis aura pour effet de proroger l'engagement ou le rengagement en cours seulement en cas d'une décision de révocation prononcée à la suite d'une incapacité au service due à un accident de service ou à une maladie contractée depuis l'engagement. Après notification le volontaire peut renoncer par écrit au bénéfice du préavis. Le délai du préavis peut être supprimé si le maintien de l'intéressé à l'Armée présente un danger pour la discipline ou la bonne marche du service. Dans ce cas l'intéressé aura droit au versement d'une somme représentant la moitié de la rémunération restant à courir.

## h. Art. 34.

Le volontaire pourra obtenir sa libération de son engagement ou rengagement sur demande motivée. La décision ministérielle prononçant la libération indiquera la date à laquelle celle-ci prendra effet. L'engagement ou le rengagement du volontaire cessera d'office dès que celui-ci est admis à titre définitif ou en qualité de stagiaire au service d'une administration publique.

### **Admission aux emplois.**

## Art. 35.

Les volontaires, candidats pour une administration publique pour laquelle ils sont exclusivement ou prioritairement admissibles doivent justifier des conditions d'admission fixées par les dispositions en vigueur ou à arrêter, réglant l'admission aux différentes administrations publiques.

La préparation des volontaires pour l'admission aux administrations publiques se fera au sein de l'Armée pendant le service volontaire, suivant un programme à établir en commun accord entre l'Armée et les administrations intéressées.

Les modalités relatives au choix et au changement d'une candidature par les volontaires, ainsi que la durée de service requise avant présentation à un examen d'admission d'une administration publique seront arrêtées par le Ministre de la Défense sur proposition du Chef d'Etat-Major de l'Armée.

**Références.**

- a. Le présent RA est basé sur le règlement grand-ducal du 22 septembre 1967, déterminant le statut des volontaires de l'Armée, tel qu'il a été modifié dans la suite.
- b. Les modifications intervenues depuis le 22 septembre 1967 sont les suivantes:
  - (1) RGD du 18 janvier 1971 - Mémorial A 8/71
  - (2) RGD du 08 juillet 1971 - Mémorial A 47/71
  - (3) RGD du 18 mai 1987 - Mémorial A 39/87
  - (4) RGD du 28 février 1994 - Mémorial A 21/94
  - (5) Loi du 02 août 1997 - Mémorial A 59/97
  - (6) RGD du 28 août 1997 - Mémorial A 75/97
  - (7) RGD du 12 juin 1998 - Mémorial A 49/98
  - (8) RGD du 17 juillet 2000 - Mémorial A 67/00
  - (9) RGD du 20 mars 2003 - Mémorial A 43/03